

Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques
Division francophone

Bulletin d'information toponymique

N° 12

Février 2019

TABLE DES MATIÈRES

ÉDITORIAL.....	3
PRÉSENTATION DU BULLETIN	3
SITUATION DE LA FRANCOPHONIE.....	4
PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA DIVISION FRANCOPHONE 2017-2021	4
COMPTE RENDU DE LA REUNION DE LA DIVISION FRANCOPHONE.....	4
SYMPOSIUM INTERNATIONAL DE NIAMEY Nommer les lieux en Afrique : enjeux sociaux, politiques et culturels	5
SYMPOSIUM INTERNATIONAL DE NIAMEY Contribution du Cameroun	7
Enjeux mémoriels de la toponymie dans la plaine du Diamaré et les monts Mandara (XIX ^e – XX ^e siècles)	7
Urbanisme de rattrapage, marquage territorial populaire et conflits d’odonymies dans les quartiers de Yaoundé (Capitale du Cameroun)..	8
Adressage et développement urbain en Afrique Centrale.....	9
ÉVÉNEMENTS EN LIEN AVEC LA TOPONYMIE	10
Événements à venir	11

Le Bulletin d’information toponymique est publié une fois par an par la Division francophone du Groupe d’experts des Nations Unies pour les noms géographiques (GENUNG) et il est distribué gratuitement en format numérique. Il contient divers articles et rapports préparés par les experts de la communauté toponymique francophone. Toute contribution au Bulletin est la bienvenue et doit être envoyée par courriel au vice-président de la Division à l’adresse suivante :

sodziwa@gmail.com

La Division francophone du GENUNG a été créée avec l’adoption de la résolution VII/1 par la 7^e Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques à New York, en janvier 1998.

Présidente : Élisabeth Calvarin
Vice-président : Michel Simeu-Kamdem
Secrétaire : Jean-Yves PirLOT
Édimestre : Marie-Ève Bisson

Site Internet de la Division francophone :
www.toponymiefrancophone.org

Bulletin d’information toponymique n° 12,
février 2019, mis en page à Yaoundé et
publié à Québec le 27 février 2019.

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN : 978-2-550-83146-4
© Gouvernement du Québec, 2019

ÉDITORIAL

Chers Collègues toponymistes,

Voici votre nouveau Bulletin. Il ne peut être conçu que grâce à vos contributions et il ne peut vous être envoyé que grâce aux informations que vous nous fournissez et dont la caractéristique principale est d'être évolutive : changement d'adresse électronique, changement d'affectation au sein d'un même institut, etc., autant de facteurs qui font d'une liste de membres un élément peu simple à maîtriser. Pour rester le plus utile possible, notre organe de liaison en Francophonie est ce Bulletin, qui dépend de vous et de la rapidité avec laquelle vous nous informez de toute modification ou de toute erreur constatée. Cela nous permet de rester au plus près de l'actualité des travaux des membres et de disposer en permanence d'un fichier « membres » aussi proche que possible de la réalité. Ce n'est pas facile, et je tiens à remercier l'ensemble de l'équipe qui vous a rendu accessible l'information contenue dans ce nouveau Bulletin.

Résolument tournée vers l'international, la Division accorde une attention particulière aux besoins de ses membres à travers des projets comme *Le tour du monde en français*, la formation à distance en toponymie ou les fiches-pays d'autorités toponymiques, compte tenu des résultats obtenus mais aussi de la motivation et des qualités humaines de ses membres.

Concevoir aujourd'hui le mode des grandes bases de données toponymiques de demain est un des enjeux du nouveau Groupe d'experts des Nations unies pour les noms géographiques (GENUNG). En relation avec la normalisation mondiale, je vous invite à visiter le site des Départements des affaires économiques et sociales (DAES), en particulier celui d'une prochaine réunion intergouvernementale : <https://www.un.org/development/desa/dspd/united-nations-commission-for-social-development-csocd-social-policy-and-development-division/csocd57.html>. Cela vous donne-t-il des idées pour la 1^{re} session du nouveau GENUNG ? Nous pourrions en parler à la prochaine réunion de la Division (30 avril 2019, à New York). D'ici là, j'attends vos commentaires et recommandations.

Bonne lecture !

Élisabeth Calvarin
Présidente de la division francophone du GENUNG
e-calvarin@wanadoo.fr

PRÉSENTATION DU BULLETIN

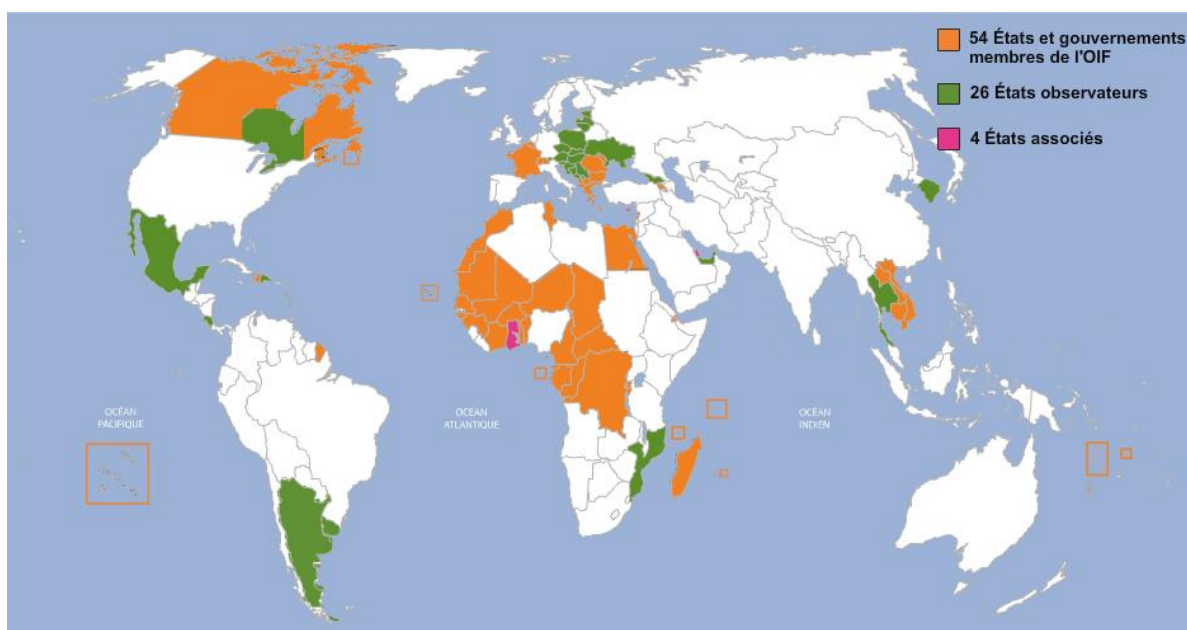
Deux événements importants orientent le contenu de ce onzième numéro du Bulletin d'information de la Division francophone : la réunion de la division francophone à Bruxelles d'une part, et le symposium international sur « Nommer les lieux en Afrique : enjeux sociaux, politiques et culturels » qui s'est tenue à Niamey, d'autre part et qui a drainé une cinquantaine de chercheurs du Sud comme du Nord. Le premier met en évidence l'ampleur et la diversité des sujets abordés au cours de cette rencontre de la Division. Le second rend compte d'un événement toponymique important, un des rares organisés en Afrique contemporaine sur les noms géographiques. Il met également l'accent sur la présence remarquable du Cameroun qui s'est illustré par une forte

délégation de cinq scientifiques. Les résumés de trois des cinq contributions camerounaises présentés dans ce bulletin, éclairent cette importante participation africaine et baladent le lecteur entre les enjeux toponymiques dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, les conflits d'odonymie dans les quartiers de Yaoundé, la capitale nationale et les problèmes d'adressage urbain en Afrique Centrale.

Michel Simeu-Kamdem
Vice-président de la division francophone du GENUNG
sodziwa@gmail.com

SITUATION DE LA FRANCOPHONIE

La francophonie dans le monde en 2019



Source : Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA DIVISION FRANCOPHONE 2017 – 2021

Consulter la page du site de la Division francophone :

http://www.toponymiefrancophone.org/divfranco/pdf/Programme_2017_2021.pdf .

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA DIVISION FRANCOPHONE BRUXELLES (BELGIQUE) 10 OCTOBRE 2018

Consulter la page du site de la Division francophone :

http://www.toponymiefrancophone.org/divfranco/pdf/compte_rendu_2018_10_10.pdf .

SYMPOSIUM INTERNATIONAL DE NIAMEY

Nommer les lieux en Afrique : enjeux sociaux, politiques et culturels

Pour un observatoire des néotoponymies urbaine, géopolitique et numérique

Un symposium transdisciplinaire a réuni du 5 au 9 septembre 2018 au LASDEL (Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et de développement local), à Niamey, des spécialistes de sciences sociales et humaines, de cartographie et aménagement urbain, sur la création toponymique en Afrique contemporaine. Il a été organisé sur place conjointement par le LASDEL et la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Niamey (département de Géographie) et l'Université de Genève (Département de géographie et environnement & Institut en Gouvernance de l'Environnement et du Développement Territorial), en partenariat avec l'Université Goethe à Francfort dans le cadre du programme Point Sud. Le principal objectif était de construire un observatoire de la création contemporaine des noms de lieux reposant sur un réseau académique et d'institutions. Plus concrètement, il s'agissait :

- de fédérer et structurer un collectif de chercheurs juniors et seniors, européens et africains en visant éventuellement un label du côté de l'Unesco (réseau UNITWIN), de l'Europe et de la Francophonie mais aussi en s'inscrivant sur une plate-forme participative de crowdsourcing (OpenStreetMap), lui assurant la possibilité de produire collectivement un observatoire des néotoponymies africaines ;
- d'introduire la perspective des usagers et des producteurs opérationnels dans le questionnement scientifique en ouvrant la recherche académique en toponymie politique à la recherche appliquée et aux urban studies ;
- de valoriser ces travaux par un ensemble de publications. Ces publications prendraient la forme de deux numéros spéciaux de revues internationales l'un en onomastique et l'autre en urban studies, géographie politique ou science politique ; également de posts sur le blog scientifique Neotoponymie (<http://neotopo.hypotheses.org/>) pour les présentations d'étudiants avancés liées aux travaux d'ateliers avec les acteurs opérationnels à Niamey.

Les enjeux d'un tel champ d'étude en Afrique sont à la fois politiques et culturels mais aussi pratiques et technologiques. Dans un contexte postcolonial d'urbanisation largement spontanée et d'usages potentiellement concurrents du sol, la création toponymique renvoie aux questions de patrimonialisation et de construction d'identités collectives éventuellement concurrentes. En cela, elle relève d'une géopolitique à différentes échelles, et des aspects pratiques et sociaux de l'élaboration d'un paysage linguistique avec un système de repérage et de cartographie en évolution.

Ces enjeux s'expriment à travers

- les changements d'exonymes d'origine coloniale, introduits avec de nouveaux noms d'Etats africains issus de la décolonisation et continués notamment dans l'odonymie urbaine ;
- la difficile cohabitation de noms de lieux d'origines différentes sur des terres disputées ;
- les initiatives spontanées de nomination et les tentatives officielles d'adressage de la ville en train de se faire.

La question de la nomination des lieux s'inscrit également dans celle plus générale du paysage linguistique négocié ou imposés, comme marqueur de diversité, de cohabitation et/ou d'hégémonie culturelle.

Plus spécifiquement, la toponymie politique, dans laquelle s'inscrit ce symposium, est un champ émergent qui envisage la question de la nomination des lieux principalement sous l'angle de ses enjeux sociaux ; c'est à dire comme une technique politique d'imposition ou de revendication de références culturelles et politiques dans le paysage du quotidien et dans celui des commémorations collectives. Cependant la toponymie politique considère également la production toponymique comme une arène dans laquelle s'expriment des enjeux économiques et géopolitiques d'échelles différentes.

Sur la base de ces considérations, le colloque s'est structuré autour de six axes principaux.

Dans une table ronde introductive, cinq thématiques ont été croisées : Enjeux néotoponymiques et spécificités africaines ; Contrôle et appropriation de l'espace, logiques spontanées et étatiques ; Approches postcoloniales des héritages coloniaux et précoloniaux ; La carte et le territoire à l'heure digitale : enjeux toponymiques, enjeux géopolitiques ; les pratiques de nomination en milieu urbain : adressage, repérage et commémorations. Elles ont été suivies par trois autres conférences introductives sur « Une grille de lecture théorique et son application à l'Afrique du Sud » ; « Adressage et développement urbain en Afrique Centrale » ; « Images et imaginaires : récits d'une exposition sur le street signage en Afrique et en Israël ». L'ensemble de ces présentations a permis de mettre en évidence les corpus toponymiques utilisés, les contextes, les auteurs, mais aussi les référentiels historiques, mémoriels et sociaux qui justifient le recours à la néotoponymie.

Le second axe : *Contrôle et appropriation de l'espace, logiques spontanées et étatiques des dénominations territoriales*, a vu la présentation de neuf contributions. Celles-ci ont révélé des dynamiques intéressantes de territorialisation par la toponymie, issues d'une politique publique ou d'une démarche communautaire. Les enjeux fonciers et géopolitiques locaux de la toponymie ont été abordés notamment en situation de dénominations plurielles de fronts pionniers et de peuplement externe ou multilingue.

Le troisième axe qui s'est focalisé sur la ville de Niamey, a permis à l'ensemble des invités, à travers une excursion dans l'agglomération, de pénétrer les réalités urbaines de Niamey. Une table ronde sur les expériences de pratiques toponymiques de la ville a permis de faire le bilan de l'excursion.

L'axe suivant sur *La production contemporaine de l'Odonymie urbaine* a vu l'intervention de cinq papiers portant respectivement sur les villes du Kenya, du Mozambique, de la Guinée, du Niger et du Cameroun. Ces différents articles ont présenté la nomination des lieux (noms ou numéros de voies et noms de quartiers) par le biais de l'adressage officiel et de la création toponymique spontanée.

Le 5^e axe intitulé *Cartographie en ligne opendata, cartographie participative et cartographie officielle* a enregistré cinq articles et a présenté quelques moyens de promouvoir les toponymes sur des bases bien identifiées.

Dans le dernier axe portant sur « Approches postcoloniales des toponymes coloniaux et précoloniaux », il y a eu sept présentations. On reviendra ici sur les grandes lignes de la politique de nomination des lieux en RDC, en milieu touareg au Niger, au Zimbabwe et à Yaoundé.

La conclusion mettra en évidence les principaux défis qui se posent à la néotoponymie de l'Afrique contemporaine.

Au-delà de ces présentations, le colloque visait in fine le montage d'un observatoire académique de la néotoponymie africaine et d'un réseau universitaire lié (label Unitwin de l'Unesco (<http://fr.unesco.org/programme-unitwin-chaire-unesco>) dont la stratégie est la suivante :

a) Inviter à participer au symposium l'ensemble des universitaires ayant publié ou communiqué en toponymie politique africaine et relevant de la linguistique, des études urbaines, de la géographie ou cartographie, de l'anthropologie, de la science politique, ou de l'histoire, et disposés à participer au

réseau. Associer à la démarche le Groupe d'experts des Nations Unies pour la Standardisation des Noms géographiques et éventuellement les ONG investies dans la création de groupe de contributions à la cartographie online de l'Afrique.

b) Proposer de monter dans chacune de leurs institutions des groupes de travail de collecte des toponymes récents et revendiqués en milieu urbain et en situation de fronts pionniers actifs ou hérités. Les groupes de travail pilotés par les partenaires seront constitués d'étudiants avancés avec méthodologie de collecte inspirée de celle des toponymes préexistants utilisées pour la mise à jour de la carte topographique officielle, mais incluant les démarches de cartographie participative et de volunteered geographic information system ou crowdsourcing pour la cartographie online opendata (OpenStreetMap).

c) Proposer des analyses contextualisées et des analyses croisées de la production néotoponymique, des éventuelles controverses toponymiques et des situations pluritoponymiques.

d) Publier les premiers résultats sur un blog scientifique dédié sur la plateforme scientifique Hypothèse.

e) Candidater sur la base de cette initiative en réseau à Unitwin Unesco

f) Organiser des rencontres régulières aux échelles nationales et internationales avec les acteurs des politiques publiques en lien avec les questions de nomination des lieux publics, d'adressage et de cartographie et avec les ONG impliquées dans la cartographie online et la production de l'information géographique

g) Publier régulièrement en revues internationales disciplinaires et interdisciplinaires.

Compte rendu de Michel Simeu-Kamdem

Vice-président de la division francophone

Complété par les informations tirées de la brochure du Symposium

SYMPOSIUM INTERNATONAL DE NIAMEY

Contribution du Cameroun

Au symposium de Niamey, alors que nombreux pays d'Afrique n'étaient pas représentés, une présence n'est pas passée inaperçue, celle du Cameroun, qui a brillé par la présence de cinq scientifiques. Il s'agit de Gaston Ndock Ndock et Louis Martin Onguéné Essono de l'Université de Yaoundé I, Ibrahim Mouiche de l'Université de Yaoundé II, Gigla Garakamche de l'Université de Maroua et Michel Simeu-Kamdem du GENUNG (Groupe d'Experts des Nations Unies sur le Noms géographiques) et de l'Université de Yaoundé 1. Ci-joint les résumés de quelques-unes de leurs contributions.

Enjeux mémoriels de la toponymie dans la plaine du Diamaré et les monts Mandara (XIX^e – XX^e siècles)

La plaine du Diamaré a attiré au début du XIX^e siècle des pasteurs nomades foubé venus du Soudan occidental à la recherche des terres fertiles. D'abord soumis aux Mofu et Guiziga qu'ils trouvèrent sur place, ils se soulevèrent ensuite à la faveur du Jihad lancé par Othman dan Fodio en 1804. Au terme de cette "guerre sainte", ils se rendirent maîtres de la région et fondèrent des entités politiques appelées lamidats. Autour de 1810, le lamidat de Maroua auquel s'intéresse ce travail était l'un des plus puissants et s'est constitué aux dépens des populations autochtones animistes. Toutefois, cette conquête militaire n'a pas débouché sur une appropriation symbolique de l'espace. Aujourd'hui, les

noms de quelques quartiers de la ville de Maroua sont construits à partir de référents historiques qui rétablissent l'antériorité guiziga. Mais ces noms, d'origine guiziga, ont été « foubés » de manière à rappeler l'hégémonie peule. Si la victoire militaire des Foulbé ne souffre d'aucun doute, il reste qu'il s'est opéré une compétition mémorielle révélatrice elle-même de stratégies territoriales dont cette communication étudie les modalités. La toponymie des quartiers de Maroua apparaît dès lors comme une entrée intéressante pour nuancer le consensus historiographique qui semble avoir érigé les Peuls en maîtres absolus. Autrement dit, loin du terrain militaire, la (néo)toponymie ici suggère une négociation/interaction entre « vainqueurs » et « vaincus ».

Plus au nord, dans le royaume voisin du Wandala ou Mandara, la désignation des lieux évoque également des tensions ethno-religieuses. A Mora, capitale dudit royaume et chef-lieu du département du Mayo-Sava vivent, entre autres, deux peuples que distinguent la religion, mais qui partagent une même langue. Tandis que les Mandara qui ont donné leur nom au royaume sont musulmans, les Kirdi-Mora sont restés animistes et confinés dans le quartier « Mora massif ». L'appellation « Mora massif » n'est pas seulement la description d'un quartier situé au pied de la montagne. On peut y déceler une manifestation des rapports sociaux de domination. Ce quartier est réputé être celui des « Kirdi », un ethnonyme problématique qui ramène à leur histoire servile. Ainsi le toponyme « Mora Massif », où sont supposés vivre les Kirdi-Mora (Kirdi de Mora), agit comme un marqueur identitaire qui consacre le dédoublement d'un peuple et, ce faisant, décline une stratégie de démarcation ethnonymique qui se prolonge et s'affermi par une démarcation spatiale : deux peuples cousins partageant un même espace, mais qui vivent l'un sur un territoire arriéré¹ tandis que l'autre a fondé la ville. Contrairement à la plaine du Diamaré où la mémoire évoque une possible négociation, dans les monts Mandara, cette mémoire tend à produire un discours victimisant vis à vis d'une catégorie sociale stigmatisée.

Au total, en s'appuyant sur l'observation, la littérature disponible et une enquête de terrain, cette communication se propose d'analyser les rapports sociaux de domination à partir de ce qu'en dit la (néo)toponymie. Le propos consiste à dire que les noms attribués aux quartiers reproduisent tantôt une quête de domination tantôt suggèrent qu'en dépit de ce qu'en disent certains auteurs, il y a eu une négociation entre conquérants et conquis.

Gigla Garakcheme,
FALSH, Université de Maroua
jiglagarak@yahoo.fr

Urbanisme de rattrapage, marquage territorial populaire et conflits d'odonymies dans les quartiers de Yaoundé (Capitale du Cameroun)

Cette contribution scrute deux phénomènes en cours dans l'espace métropolitain de Yaoundé, capitale politique du Cameroun : la crise urbaine et le conflit des référents identitaires dans les

¹ Les montagnes ayant été considérées au fil de l'histoire comme des réservoirs d'esclaves, elles sont passées dans l'imagerie comme des zones culturellement attardées.

politiques de dénomination des espaces urbains. Il semble qu'au Cameroun, la polyphonie, des dénominations spatiales soient consubstantielles des différentes dynamiques urbaines. Odonymie et dynamique d'urbanisation constituent donc des problématiques gémellaires. Les observations établissent que le tissu urbain de Yaoundé se constitue, pour une large part, sous une logique apparemment anarchique de l'occupation de l'espace. Cette urbanisation spontanée assure aux acteurs une propriété à moindre coût, tout en étant hors du contrôle des gestionnaires de la ville. En tant que catégories topographiques de marge, périphériques, interstitielle et non aedificandi, les segments territoriaux de cet anarchisme urbain sont délaissés par les municipalités et ne bénéficient ni d'un plan d'adressage, ni d'odonymes ou de toponymes consacrés. Dès lors, pour des besoins de fonctionnalité et d'orientation, cette dynamique d'urbanisme populaire enfante des initiatives et stratégies populaires dont l'objectif est de fixer des signes et des noms de repérage et d'orientation au sein de ces formations spatiales. Les référents des cartes identitaires qui sont alors secrétées donnent lieu à une odonymie informelle qui puise dans les symboles et mémoires qui font sens pour les populations installées. Pourtant, en fonction des embellies ponctuelles de trésorerie ou lors des succès de ses entreprises internationales de recherche des subsides, le pouvoir procède à un urbanisme de rattrapage. Il s'agit d'opérations de modernisation urbaine qui s'expriment dans le cas d'une capitale par des déguerpissements ou de restructurations sur fond d'assainissement et de dessertes en services de base. Durant ces opérations le pouvoir (re)baptise les lieux selon certains canons de l'officialité reposant sur des référents socio-spatiaux et symboliques distincts de ceux déjà élaborés par les résidents et usagers de l'espace. Telle est la dichotomie empirique qui justifie ce travail. De ces constats factuels, l'hypothèse assume que la production urbaine populaire génère un processus de repérage et de nomination des lieux, distincts de ceux que le pouvoir impose lors de ses opérations de restructuration urbaine ; le besoin de sauvegarde des cosmogonies, représentations et symboles significatifs pour les populations qui, de ce fait récusent dépaysement et soumission, aboutit au maintien de deux registres, d'où la polyphonie, voire trois si l'on tient compte d'éventuelles références toponymiques autochtones préurbaines. Cette situation que dépeint un conflit d'odonymes, conduisant éventuellement à une crise identitaire et de légitimité, est interrogée au prisme de divers enjeux. La réflexion ambitionne de démontrer comment le problème d'adressage, de repérage et de nomination des lieux trouve une part de son explication dans la crise urbaine qui donne lieu non seulement à un urbanisme populaire spontané, mais aussi aux opérations de restructuration de l'espace urbain par les pouvoirs publics, le tout sur fond de conflit des registres de marquage territorial et de nomination des lieux. Le recueil des données procède des observations directes répétées, entretiens semi-directifs avec des acteurs-clés, données documentaires, cartes administratives, photographies aériennes et images satellitaires diachroniques. L'ensemble des informations est décrypté à l'aune de la théorie des représentations sociales, telle que formalisée par la géographie sociale et la psycho-sociologie.

Gaston Ndock Ndock
Université de Yaoundé 1
nndock@yahoo.fr

Adressage et développement urbain en Afrique Centrale

L'adressage, comme l'urbanisation, est un phénomène qui s'est très tôt généralisé dans les pays du Nord. Au-delà de disposer d'une adresse, il permet l'acheminement facile du courrier, des factures d'eau, d'électricité, de téléphone..., les livraisons à domicile, l'intervention aisée des sapeurs pompiers ou des services d'urgence en cas de problèmes (santé, incendie, cambriolage, etc.). Il s'agit d'un trait de civilisation qui conforte l'urbain dans son urbanité, dans sa modernité.

Alors que, malgré le retard pris dans l'urbanisation par les pays du Sud, celle-ci se manifeste depuis quelques décennies par une croissance effrénée, la situation de l'adressage n'a que peu évolué. Elle est même restée stationnaire dans bien de pays. Dans l'effervescence de cette urbanisation, les nombreux quartiers non planifiés qui voient le jour et tentent d'abriter le trop plein des ruraux qui déferlent en ville, présentent une onomymie à la fois déficiente et préoccupante.

En Afrique Centrale, près d'un habitant sur deux réside aujourd'hui en ville (Nations Unies, 2017). La presque totalité des agglomérations y apparaissent peu ou mal adressées. Si l'on convient avec G. Duby (1985) que la ville est un lieu civilisateur où on échange des urbanités, l'adressage y tient une place privilégiée. Le faible adressage des villes de l'Afrique Centrale affecte par conséquent leur fonctionnalité et réduit le confort de la vie urbaine. Pourtant, en tant que commodité indissociable du cadre de vie de la ville moderne, il devrait être une priorité pour les magistrats municipaux et les gouvernants qui nourrissent pour leurs villes, de grandes ambitions.

Après avoir montré l'importance de l'adressage dans le développement urbain, cette présentation s'appuie sur une connaissance effective du terrain et sur une documentation spécialisée pour faire l'état des lieux de l'adressage dans cette partie du continent et proposer quelques leviers pour sa systématisation et sa normalisation.

Michel Simeu Kamdem
Université de Yaoundé 1, GENUNG
sodziwa@gmail.com

ÉVÉNEMENTS EN LIEN AVEC LA TOPONYMIE

L'Algérie et la France ont participé aux groupes de travail du GENUNG « noms de pays » et « romanisation », organisés par le Conseil national de l'information géographique (CNIG, dans les locaux de l'IGN France) à Paris les 19 et 20 mars 2018.

La Belgique a présidé le groupe de travail concernant les noms de lieux en Antarctique, dont les réunions se sont tenues à Davos (Suisse) les 24 et 25 juillet 2018.

Le Cameroun, le Niger et la France ont participé au colloque « Nommer les lieux en Afrique : enjeux sociaux, politiques et culturels - Pour un observatoire des néotoponymies urbaine, géopolitique et numérique », organisé par l'université Abdou Moumouni, le LASDEL (Niamey), et l'université de Genève (Suisse), soutenu par le Programme Point Sud (Université de Francfort) de la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* – DFG, qui a eu lieu à Niamey (Niger) du 5 au 9 septembre 2018. Il s'agissait d'une reconnaissance de la toponymie spontanée dans son oralité et sa prononciation.

Le Canada et la France ont participé au symposium sur les noms géographiques « Toponymie et cartographie entre histoire et géographie », organisé par la Division romano-hellénique à Venise (Italie) du 26 au 28 septembre 2018.

Le Sénégal, le Mali, le Togo, l'Algérie, le Niger et le Burkina Faso ont participé aux travaux du GGIM/Afrique organisé par la Commission économique pour l'Afrique (UNECA Geonyms) à Addis

Abeba (Éthiopie) début octobre 2018 pour créer un site fondé sur le Répertoire géographique des noms pour les États membres en Afrique.

Événements à venir

- La 1^{re} session 2019 du nouveau Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques (GENUNG) aura lieu du 29 avril au 3 mai 2019, dans les quartiers généraux des Nations unies (New York, États-Unis).
- Pour tout autre événement à venir, consulter le site du GENUNG : <https://unstats.un.org/unsd/geoinfo/ungegn/default.html> .

N'oubliez pas de visiter le site Internet de la Division francophone pour plus de renseignements à propos de :

L'activité toponymique dans les États francophones

Le programme de travail de la Division

Les comptes rendus des réunions

Les bulletins toponymiques précédents

Les différents projets en cours ou terminés

La terminologie géographique en français

Et bien plus encore...

www.toponymiefrancophone.org

+ Vous désirez vous abonner à ce bulletin? Faites-le-nous savoir en écrivant aux adresses suivantes : sodziwa@gmail.com , jyp@ngi.be

+ Pour toute contribution à la prochaine édition du Bulletin d'information toponymique, prière de faire parvenir vos textes à ces mêmes adresses.

9788.2019-03